

**Art. 47.** Sont abrogés :

1° l'article XII.VI.8 PJPoL;

2° l'article XII.VI.9 PJPoL.

**Art. 48.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de :

1° de l'article 2 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 1999;

2° des articles 6 à 13, 16, 18 à 20, 24, 28 à 33, 35, 37 à 39, 41, 43 et 44 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2001;

3° de l'article 46 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002;

4° de l'article 5 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2003;

5° des articles 21, 23 et 26 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2006.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 juillet 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Chambre des représentants :

*Documents parlementaires.* – Projet de loi, n° 51-1680/1. – Amendements, n° 51-1680/2 et 3. – Rapport n° 51-1680/4. – Texte corrigé par la commission, n° 51-1680/5. – Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-1680/6.

*Compte rendu intégral* : 18 et 19 mai 2005.

Sénat :

*Document parlementaire.* – Projet non évoqué par le Sénat, n° 3-1196/1.

**Art. 47.** Worden opgeheven :

1° artikel XII.VI.8 RPPoL;

2° artikel XII.VI.9 RPPoL.

**Art. 48.** Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

1° het artikel 2 dat uitwerking heeft met ingang van 1 maart 1999;

2° de artikelen 6 tot 13, 16, 18 tot 20, 24, 28 tot 33, 35, 37 tot 39, 41, 43 en 44 die uitwerking hebben met ingang van 1 april 2001;

3° het artikel 46 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2002;

4° het artikel 5 dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 2003;

5° de artikelen 21, 23 en 26 die in werking treden op 1 april 2006.

Kondigen deze wet af, bevelen dat ze met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 juli 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire stukken.* – Wetsontwerp, nr. 51-1680/1. – Amendementen, nr. 51-1680/2 en 3. – Verslag nr. 51-1680/4. – Tekst verbeterd door de commissie, nr. 51-1680/5. – Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat nr. 51-1680/6.

*Integraal verslag* : 18 en 19 mei 2005.

Senaat :

*Parlementair stuk.* – Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat nr. 3-1196/1.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2005 — 1822

[S - C - 2005/22618]

**13 JUILLET 2005. — Loi concernant l'instauration  
d'une cotisation annuelle à charge de certains organismes (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition préliminaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution,

CHAPITRE II. — *Définitions*

**Art. 2.** Pour l'application de la présente loi on entend par :

a) "Institut national" : l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

b) "Organisme" : la personne morale privée ou publique dans laquelle au moins une des personnes visées sous c) pour laquelle une rétribution est attribuée ou prévue, est présente;

c) "Personne qui exerce un mandat public" : une personne physique ou morale qui est chargée d'un mandat dans un organisme public ou privé, soit en raison des fonctions qu'elle exerce auprès d'une administration de l'Etat, d'une région, d'une communauté, d'une province, d'une commune ou d'un établissement public, soit en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, d'employeurs ou de travailleurs indépendants, soit en qualité de représentant de l'Etat, d'une région, d'une communauté, d'une province ou d'une commune;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2005 — 1822

[S - C - 2005/22618]

**13 JULI 2005. — Wet betreffende de invoering  
van een jaarlijkse bijdrage  
ten laste van bepaalde instellingen (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Voorgaande bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Definities*

**Art. 2.** Door de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

a) "Rijksinstituut" : het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen is;

b) "Instelling" : de private of openbare rechtspersoon waarin minstens één onder c) bedoelde persoon aanwezig is waarvoor een beloning toegekend of voorzien;

c) "Persoon die een publiek mandaat uitoefent" : rechtspersoon of natuurlijk persoon die belast is met een mandaat in een openbare of private instelling, hetzij uit hoofde van de functie die hij uitoefent bij een administratie van het Rijk, van een gewest, van een gemeenschap, van een provincie, van een gemeente of van een openbare instelling, hetzij als vertegenwoordiger van een werknemers-, werkgevers- of zelfstandigenorganisatie, hetzij als vertegenwoordiger van het Rijk, van een gewest, van een gemeenschap, van een provincie of van een gemeente;

d) "Année de cotisation": l'année civile au cours de laquelle l'organisme est assujéti aux dispositions de la présente loi;

e) "rétributions": tous les revenus généralement quelconques obtenus en raison ou à l'occasion de l'exercice du mandat et qui sont imposables conformément au Code des impôts sur les revenus 1992, à l'exception du remboursement des dépenses propres à l'organisme et des revenus pour lesquels une cotisation est déjà perçue en vertu de la législation sociale.

### CHAPITRE III. — Cotisation

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les organismes visés à l'article 2, b), sont assujéti à la présente loi.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, n'est pas assujéti à la présente loi tout organe consultatif désigné nommément par le Roi.

§ 3. Les organismes sont tenus de s'inscrire à l'Institut national dans les trois mois mais qui suivent le fait qui entraîne leur assujétiement à la présente loi.

§ 4. L'organisme qui néglige de s'inscrire à l'Institut national dans le délai prévu au § 3 est mis en demeure par l'Institut national par lettre recommandée à la poste. S'il ne s'inscrit pas volontairement dans les trente jours qui suivent la date de l'envoi par la poste de la mise en demeure, il est inscrit d'office.

**Art. 4.** Les organismes sont annuellement redevables d'une cotisation s'élevant à 20 pour cent du montant excédant 200 euros, attribué par eux é titre de rétributions, au cours de l'année précédant l'année de cotisation, à chaque personne qui exerce un mandat public.

Le montant de 200 euros visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est lié à l'indice des prix à la consommation.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les organismes communiquent, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année de cotisation, les données déterminées en exécution de l'article 7, 2<sup>o</sup> :

§ 2. La cotisation visée à l'article 4 est versée à l'Institut national avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année de cotation.

§ 3. Les montants perçus en vertu des dispositions de la présente loi sont, déduction faite des frais de fonctionnement et d'administration de l'Institut national relatif à la cotisation, prioritairement affectés au Fonds pour l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants visé à l'article 21bis de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants jusqu'à concurrence du montant visé dans le tableau de l'exposé général du budget tial de l'année.

Le solde des montants perçus en vertu des dispositions de la présente loi est affecté, d'une part, au Fonds sur l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants et, d'autre part, à l'ONSS Gestion globale, visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 27 juin 1969 visant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en vertu d'une répartition fixée annuellement par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

§ 4. Les cotisations visées par la présente loi sont sur ce qui concerne les impôts sur les revenus, de même nature que les cotisations qui sont dues en vertu de la législation sociale.

**Art. 6.** Une majoration d'un pour cent par mois civil de retard de paiement est appliquée sur la partie des cotisations qui n'a pas été payée à temps, et ce, jusque, et y compris le mois au cours duquel l'organisme a payé la cotisation due ou au cours duquel une procédure judiciaire a été engagée du chef de ce retard.

**Art. 7.** Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres :

1<sup>o</sup> les modalités d'inscription;

2<sup>o</sup> les données que l'organisme doit transmettre à l'Institut national, ainsi que les modalités de leur transmission;

3<sup>o</sup> les modalités de paiement;

4<sup>o</sup> les montants destinés à couvrir les frais d'administration et de fonctionnement de l'Institut national;

5<sup>o</sup> les cas dans lesquels il peut être renoncé à l'application des majorations;

6<sup>o</sup> les cas dans lesquels l'Institut national peut renoncer au recouvrement des cotisations et accessoires lorsque le recouvrement apparaît incertain ou trop contraignant compte tenu du montant des sommes à recouvrer;

d) "Bijdragejaar": het kalenderjaar waarin de instelling onderworpen is aan de bepalingen van deze wet;

e) "beloningen": alle inkomens van welke aard ook die verkregen worden naar aanleiding van de uitoefening van het mandaat en die overeenkomstig het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992 belastbaar zijn, met uitzondering van de terugbetaling van de eigen uitgaven van de instelling en de inkomens waarvoor krachtens de sociale wetgeving reeds een bijdrage wordt geïnd.

### HOOFDSTUK III. — Bijdrage

**Art. 3.** § 1. De bij artikel 2, b), bedoelde instellingen zijn onderworpen aan deze wet.

§ 2 In afwijking van § 1, is ieder raadgevend orgaan, dat met name door de Koning genoemd wordt, niet onderworpen aan deze wet.

§ 3. De instellingen zijn ertoe gehouden zich bij het Rijksinstituut in te schrijven binnen drie maanden na het feit dat hen onderwerpt aan deze wet.

§ 4. De instelling die nalaat zich bij het Rijksinstituut in te schrijven binnen de in § 3 bedoelde termijn, wordt door het Rijksinstituut in gebreke gesteld bij een ter post aangetekende brief. Indien zij zich binnen dertig dagen na de datum van de verzending over de post van de ingebrekestelling niet vrijwillig inschrijft, wordt zij ambtshalve ingeschreven.

**Art. 4.** De instellingen zijn jaarlijks een bijdrage verschuldigd ten belope van 20 procent van het bedrag dat 200 euro overschrijdt van de beloningen die zij gedurende het aan het bijdragejaar voorafgaande jaar toegekend hebben aan elke persoon die een publiek mandaat uitoefent.

Het in het eerste lid bedoelde bedrag van 200 euro is gekoppeld aan de index van de consumptieprijsen.

**Art. 5.** § 1. De instellingen delen vóór 1 juli van ieder bijdragejaar de ter uitvoering van artikel 7, 2<sup>o</sup>, bepaalde gegevens mee :

§ 2. De in artikel 4 bedoelde bijdrage wordt vóór 1 juli van ieder bijdrage jaar gestort aan het Rijksinstituut.

§ 3. De krachtens de bepalingen van deze wet geïnde bedragen worden, na aftrek van de beheers- en werkingskosten van het Rijksinstituut betreffende de bijdrage, bij voorrang toegewezen aan het Fonds voor het financieel evenwicht in het sociaal statuut van de zelfstandigen, bedoeld in artikel 21bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, ten belope van het bedrag bedoeld in de tabel van de algemene uiteenzetting van de initiële begroting van dat jaar.

Het saldo van de krachtens de bepalingen van deze wet geïnde bedragen wordt krachtens een verdeling die jaarlijks wordt bepaald bij een koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, enerzijds, toegewezen aan het Fonds voor het financieel evenwicht in het sociaal statuut van de zelfstandigen en, anderzijds, aan de RSZ Globaal Beheer bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

§ 4. De in deze wet bedoelde bijdragen zijn, wat de inkomensbelastingen betreft, van dezelfde aard als de bijdragen die krachtens de sociale wetgeving verschuldigd zijn.

**Art. 6.** Op het gedeelte van de bijdragen dat niet tijdig werd betaald, wordt een verhoging aangerekend van 1 procent per kalendermaand vertraging in de betaling, en wel tot en met de maand waarin de instelling de verschuldigde bijdrage heeft betaald of waarin wegens die vertraging een gerechtelijke procedure werd ingeleid.

**Art. 7.** De Koning bepaalt bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad :

1<sup>o</sup> de wijze van inschrijving;

2<sup>o</sup> de gegevens die de instelling aan het Rijksinstituut moet meedelen, evenals de wijze waarop die gegevens moeten worden meegedeeld;

3<sup>o</sup> de wijze van betaling;

4<sup>o</sup> de bedragen die bestemd zijn om de beheers- en werkingskosten van het Rijksinstituut te dekken;

5<sup>o</sup> de gevallen waarin kan afgezien worden van de toepassing van de verhogingen;

6<sup>o</sup> de gevallen waarin het Rijksinstituut kan afzien van de invordering van de bijdragen en het toebehoren ervan wanneer deze invordering al te onzeker of te bezwarend blijkt in verhouding tot het bedrag van de in te vorderen sommen;

7° les modalités de contrôle dans le cadre de l'application de la présente loi.

**Art. 8.** Sont sanctionnés d'une amende de 100 euros à 1.250 euros les organismes qui violent les dispositions des articles 5, § 3, 6, alinéa 1<sup>er</sup>, et 7, §§ 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup> L'Institut national est chargé du recouvrement des cotisations, des majorations et des frais, au besoin par voie judiciaire.

§ 2. L'Institut national peut exiger de l'organisme inscrit le remboursement des frais causés par les lettres de rappel qui ont du être adressées aux organismes, éventuellement par voie d'huissier de justice, en cas de paiement tardif des cotisations.

§ 3. Le recouvrement de la cotisation prévue par la présente loi se prescrit par cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit l'année pour laquelle elle est due.

La prescription est interrompue :

1° de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil;

2° par lettre recommandée à la poste ou sommation d'huissier, par laquelle l'Institut national réclame la cotisation due.

§ 4. L'action en répétition d'une cotisation payée indûment se prescrit par cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle la cotisation a été indûment payée.

La prescription est interrompue :

1° de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil;

2° par lettre recommandée à la poste adressée par l'organisme à l'Institut national qui a perçu la cotisation, et par laquelle le remboursement de la cotisation payée indûment est réclamé.

**Art. 10.** Les organismes sont tenus de communiquer aux fonctionnaires dûment habilités de l'Institut national toutes les informations nécessaires, et de leur permettre de consulter les livres, registres, documents ou tout autre support d'information en vue de l'application de la présente loi.

#### CHAPITRE IV. — Modifications de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants

**Art. 11.** L'article 5bis de l'arrêté, royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, abrogé par la loi-programme du 27 décembre 2004, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Art. 5bis. Les personnes chargées d'un mandat dans un organisme public ou privé, soit en raison des fonctions qu'elles exercent auprès d'une administration de l'Etat, d'une communauté, d'une région, d'une province, d'une commune ou d'un établissement public, soit en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, d'employeurs ou de travailleurs indépendants, soit en qualité de représentant de l'Etat, d'une région, d'une communauté, d'une province ou d'une commune, ne sont pas de ce chef assujetties au présent arrêté."

**Art. 12.** L'article 11, § 2bis, du même arrêté, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2004, est abrogé.

#### CHAPITRE V. — Disposition transitoire

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup> Par dérogation à l'article 3, § 3, l'organisme soumis à l'application de la présente loi au 1<sup>er</sup> janvier 2005 doit s'inscrire à l'Institut national avant le 1<sup>er</sup> septembre 2005.

§ 2. Pour l'année de cotisation 2005, la cotisation doit, par dérogation à l'article 5, § 2, être versée avant le 1<sup>er</sup> décembre 2005.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions finales

**Art. 14.** La présente loi produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

7° de wijze waarop het toezicht uitgeoefend wordt in het kader van de toepassing van deze wet.

**Art. 8.** Met geldboete van 100 euro tot 1.250 euro worden gestraft de instellingen die de bepalingen van de artikelen 5, § 3, 6, eerste lid, en 7, §§ 1 en 2, overtreden.

**Art. 9.** § 1. Het Rijksinstituut is belast met de invordering van de bijdragen, de verhogingen en de kosten, zo nodig langs gerechtelijke weg.

§ 2. Het Rijksinstituut kan van de ingeschreven instellingen de terugbetaling vorderen van de kosten die veroorzaakt zijn door de rappelbrieven die ze, eventueel langs gerechtsdeurwaarder, aan de instellingen hebben moeten richten in geval van laattijdige bijdragebetaling.

§ 3. De invordering van de in deze wet bepaalde bijdrage verjaart na vijf jaar te rekenen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarvoor ze verschuldigd is.

De verjaring wordt gestuit :

1° op de in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek bepaalde wijze;

2° met een ter post aangetekende brief of een deurwaardersaanmaning waarbij het Rijksinstituut de verschuldigde bijdrage opeist.

§ 4. de vordering tot terugbetaling van een ten onrechte betaalde bijdrage verjaart na vijf jaar te rekenen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarin de onverschuldigde bijdrage werd betaald.

De verjaring wordt gestuit :

1° op de in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek bepaalde wijze;

2° met een ter post aangetekende brief die door de instelling gericht wordt aan het Rijksinstituut dat de bijdrage heeft geïnd, en waarbij de terugbetaling van de ten onrechte betaalde bijdrage wordt opgeëist.

**Art. 10.** Met het oog op de toepassing van deze wet zijn de instellingen verplicht aan de behoorlijk gemachtigde ambtenaren van het Rijksinstituut alle nodige inlichtingen mede te delen en inzage te verlenen in boeken, registers, documenten of gelijk welke andere informatiedragers.

#### HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen

**Art. 11.** Artikel 5bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, opgeheven bij de programmawet van 27 december 2004, wordt hersteld in de volgende lezing :

"Art. 5bis. Personen die belast zijn met een mandaat in een openbare of private instelling, hetzij uit hoofde van de functie die zij uitoefenen bij een administratie van het Rijk, van een gemeenschap, van een gewest, van een provincie, van een gemeente of van een openbare instelling, hetzij als vertegenwoordiger van een werknemers-, werkgevers- of zelfstandigenorganisatie, hetzij als vertegenwoordiger van het Rijk, van een gewest, van een gemeenschap, van een provincie of van een gemeente, zijn, uit dien hoofde, niet onderworpen aan dit besluit."

**Art. 12.** Artikel 11, § 2bis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2004, wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK V. — Overgangsbepaling

**Art. 13.** § 1. In afwijking van artikel 3, § 3, dient de instelling die op 1 januari 2005 aan de toepassing van deze wet onderworpen is zich vóór 1 september 2005 bij het Rijksinstituut in te schrijven.

§ 2 Voor het bijdragejaar 2005 dient, in afwijking van artikel 5, § 2, de bijdrage te zijn gestort vóór 1 december 2005.

#### HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

**Art. 14.** Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

**Art. 15.** Les arrêtés royaux à prendre en vertu de la présente loi le sont sur la proposition du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 2005.

**ALBERT**

Par le Roi :

La Ministre des Classe moyennes,  
Mme S. LARUELLE  
Scellé du sceau de l'Etat :  
La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session ordinaire 2004-2005.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 51-1694/1.

Amendements, n°s 51-1694/2-3.

*Rapport de la Commission,* n° 51-1694/4.

*Texte adopté par la Commission,* n° 51-1694/5.

Amendement, n° 51-1694/6.

*Rapport complémentaire* 51-1694/7.

*Texte adopté par la Commission* 51-1694/8.

*Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat,* n° 51-1694/9.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 23 juin 2005.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 3-1255/1.

Projet non évoqué par le Sénat.

**Art. 15.** De koninklijke besluiten die krachtens deze wet dienen te worden genomen, worden genomen op voorstel van de Minister die bevoegd is voor de Middenstand.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juli 2005.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,  
Mevr. S. LARUELLE  
Met 's lands Zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Gewone zitting 2004-2005.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsontwerp, nr. 51-1694/1.

Amendementen, nrs. 51-1694/2-3.

*Verslag van de Commissie,* nr. 51-1694/4.

*Tekst aangenomen door de Commissie,* nr. 51-1694/5.

Amendement, nr. 51-1694/6.

*Aanvullende verslag* 51-1694/7.

*Tekst aangenomen door de Commissie* 51-1694/8.

*Tekst aangenomen in de plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat,* nr. 51-1694/9.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 23 juni 2005.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 3-1255/1.

Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

F. 2005 — 1823

[C — 2005/21103]

**20 JUILLET 2005.** — Arrêté royal portant prolongation du mandat de la Commission pour le dédommagement des membres de la Communauté juive de Belgique pour les biens dont ils ont été spoliés ou qu'ils ont délaissés pendant la guerre 1940-1945

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 décembre 2001 relative au dédommagement des membres de la Communauté juive de Belgique pour les biens dont ils ont été spoliés ou qu'ils ont délaissés pendant la guerre 1940-1945, notamment l'article 2, § 2, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juillet 2005;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le mandat de la Commission pour le dédommagement des membres de la Communauté juive de Belgique pour les biens dont ils ont été spoliés ou qu'ils ont délaissés pendant la guerre 1940-1945, est prorogé pour une durée d'un an.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

N. 2005 — 1823

[C — 2005/21103]

**20 JULI 2005.** — Koninklijk besluit houdende de verlenging van het mandaat van de Commissie voor de schadeloosstelling van de leden van de Joodse Gemeenschap van België voor hun goederen die werden geplunderd of achtergelaten tijdens de oorlog 1940-1945

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 december 2001 betreffende de schadeloosstelling van de leden van de Joodse Gemeenschap van België voor hun goederen die werden geplunderd of achtergelaten tijdens de oorlog 1940-1945, inzonderheid op artikel 2, § 2, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juli 2005;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het mandaat van de Commissie voor de schadeloosstelling van de leden van de Joodse Gemeenschap voor hun goederen die werden geplunderd of achtergelaten tijdens de oorlog 1940-1945, wordt verlengd met een periode van één jaar.